

RÉFORME DU LYCÉE ET DU BACCALAURÉAT : INSUPPORTABLE RETRAITE UNIVERSELLE PAR POINTS : INACCEPTABLE

Alors grève à compter du 5 décembre

Le ministre de l'Éducation nationale auditionné par la commission des affaires culturelles et de l'éducation mercredi 23 octobre 2019, est revenu notamment sur la rentrée en lycée, estimant qu'il « n'y a pas eu de dégradation des emplois du temps, voire, parfois, une amélioration ». Ce qui, selon lui, contredit les « prophéties négatives » qui avaient alerté sur des problèmes importants quant aux emplois du temps.

Sauf que le ministre devrait rencontrer les professeurs des lycées. Le constat est accablant :

Oui, les emplois du temps sont dégradés. La « liberté » de choisir 3 spécialités en 1^{ère} se révèle totalement destructrice pour les emplois du temps des professeurs et des élèves avec des emplois du temps invivables 6 jours sur 7, de 8h à 19 h parfois.

Oui, les « prophéties négatives » des « ventilateurs à angoisse » comme sont désignées par le ministre les organisations syndicales qui ont osé, sans respecter le devoir d'exemplarité de la loi Blanquer, défendre le baccalauréat et ses épreuves nationales, anonymes et terminales en juin, sont exactes.

Oui, le groupe classe est détruit. Les professeurs sont parfois 46, 47 à intervenir sur une même classe de 36 élèves. Autant dire qu'il n'y a plus de suivi pédagogique possible. Les professeurs de spécialité dans un groupe de 36 peuvent avoir des élèves venant de 9 classes ou plus, voire d'un autre établissement. Le professeur est totalement isolé, l'équipe pédagogique détruite.

Oui, les conseils de classe ne pourront pas se réunir correctement. Il y en aura deux pour le prix d'un, la majorité des établissements organisant un conseil de spécialités avant le conseil de classe.

Oui, les épreuves de spécialités sont des épreuves de contrôle continu qui détruisent le baccalauréat. Ce n'est pas la banque nationale des épreuves, à laquelle les professeurs n'ont pas accès actuellement, qui va donner un cadre national au baccalauréat. Chaque élève aura son propre baccalauréat, individualisé, sans valeur, ce qui le fragilise encore un peu plus dans le tri social effectué par *Parcoursup*.

Oui, en raison de la réforme, des milliers d'élèves n'ont



toujours pas de manuels et les professeurs passent leur temps à faire des photocopies.

Oui, les professeurs n'en peuvent plus : fatigue cumulée depuis l'été avec la parution des nouveaux programmes, destruction de leur métier, remise en cause de leur liberté pédagogique, pressions dues à un calendrier contraint ...

Oui, le ministre doit écouter ce que disent les personnels : cette réforme doit être abrogée, aucune des épreuves organisées dans le cadre de la réforme ne confèrera au baccalauréat son titre de premier grade universitaire. Aucune des conditions pour un examen national n'est respectée. Il est urgent que le ministre abroge les contre-réformes du baccalauréat et du lycée.

Pour le SNFOLC, il ne s'agit pas d'adapter la réforme, il s'agit de l'abroger.

À partir du 5 décembre, les salariés tous secteurs confondus se mettront en grève contre le projet Macron-Delevoye de réforme des retraites qui vise à baisser les retraites de tous. Le SNFOLC le dit fermement au ministre : « Ne croyez pas que les revendications ne ressurgiront pas à cette occasion. » Les revendications contre les réformes surgissent de partout, car maintenant cela suffit ! Dans les AG, les HIS, les personnels se posent une seule et même question, comment les arrêter, comment bloquer cette politique du gouvernement qui supprime droits et acquis.

Alors, AG partout, décidons la grève à compter du 5 décembre, organisons ensemble, comme l'ont déjà fait des milliers de professeurs, de CPE, d'AED, avec les personnels des écoles et des services, dans l'unité d'action, la riposte interprofessionnelle à la hauteur des attaques.